



Le 28/04/2026

## A Alfortville comme ailleurs, refusons les contrôles au faciès !

Le lundi 9 mars 2026, une véritable rafle s'est produite à la sortie de la gare RER d'Alfortville, vers 8 h du matin. Des policiers appartenant à une brigade spécialisée basée à Cachan, appelée l'ULII (Unité de Lutte contre l'Immigration Irrégulière), se sont déployés entre la gare RER d'Alfortville et les arrêts de bus pour procéder à des contrôles d'identité et arrêter une dizaine de personnes. Parmi elles, il y avait deux anciens occupants du piquet des grévistes sans-papiers de Chronopost Alfortville.

Cette unité était secondée par des policiers de la RATP, qui n'étaient pas là pour contrôler les titres de transport (puisque selon les témoignages, les personnes arrêtées en étaient possesseurs), mais pour contrôler les papiers à l'intérieur des bus, et en faire descendre les sans-papiers pour les livrer à l'ULII ! Ces personnes ont été conduites sur des commissariats, dont celui de Créteil, et se sont vues infliger des OQTF.

## Non aux rafles racistes contre les travailleurs sans-papiers !

En réalité, ces contrôles se font au faciès, et visent principalement les personnes noires, maghrébines ou orientales. Les personnes contrôlées, qui de surcroît ont subi des palpations, se sont vues demander leurs papiers, mais plus précisément leur « carte de séjour », ce qui montre bien qu'il s'agissait en fait de « débusquer » des sans-papiers ! Il s'agissait hélas de la énième intervention d'un service de police qui agit depuis des années dans la traque aux sans-papiers, sous couvert de réquisitions du parquet autorisant des contrôles contre la délinquance dans certaines zones et à certains horaires sur un territoire précis.

De fait, ces réquisitions du parquet correspondent peu avec les horaires des délinquants, mais ciblent beaucoup plus les heures d'aller ou de retour au travail de milliers de travailleuses et travailleurs sans-papiers, qui s'esquintent dans des boulots sous-payés, aux conditions de travail qu'aucun travailleur français ou en situation régulière n'accepte !

Et le plus souvent, cette exploitation est organisée par des patrons voyous bien connus, de très grosses boîtes ayant pignon sur rue, dans le nettoyage, la restauration, le BTP, la logistique... comme Chronopost Alfortville, filiale de La Poste, et son complice Derichebourg, bien connus pour l'exploitation des sans-papiers !

L'ULII de Cachan fait ses quotas de contrôles dans les gares du Val-de-Marne où transitent pour leur travail beaucoup de personnes sans-papiers, ou dans les foyers de travailleurs immigrés, ou encore sur les parkings de magasins ou d'entrepôts de bricolage et

BTP, où des patrons viennent embaucher à la tâche et à la journée des malheureux qui, faute de papiers en règle, sont livrés à l'exploitation la plus bestiale !



Depuis l'évacuation policière de leur piquet de grève fin octobre 2024, les ex-occupants du piquet Chronopost Alfortville manifestent régulièrement les vendredis devant la préfecture à Créteil.

## Refusons l'ICE à la française !

La seule logique de ces rafles organisées par le pouvoir en place, avec sa police anti-immigrés, digne de l'ICE de Donald Trump, et tous ses corps répressifs, c'est de céder à la surenchère raciste menée par toutes les composantes de droite et d'extrême droite contre l'immigration ! Mais c'est aussi de maintenir dans la peur et l'insécurité des centaines de milliers de travailleurs-euses sans-papiers, qui sont à la merci d'un patronat dont les profits ne croissent et ne prospèrent que grâce à ce système de surexploitation du travail sans-titre !

**Arrêt des rafles racistes ! Dissolution de l'ULII ! Levée de toutes les OQTF !  
Régularisation de tous-tes les sans-papiers !**